

Résumé de la discussion en ligne sur

# LES FEMMES EN POLITIQUE ET LES MÉDIAS

PUBLIÉ PAR

iKNOWPOLITICS

DÉCEMBRE 2022



## MESSAGE DE LANCEMENT

### Contexte

*« La presse a été aussi aimable qu'elle savait l'être. Elle voulait bien faire et elle a tout fait pour nous, suivant la manière qu'elle connaissait. Nous ne pouvions pas lui demander de faire plus que ce qu'elle savait. » [Rires] - Susan B. Anthony, 1893*

Susan B. Anthony connaissait bien les manières de la presse. Les journalistes ridiculisaient sans relâche, le mouvement en faveur du suffrage féminin<sup>1</sup>. Si nous avançons rapidement jusqu'à plus d'un siècle plus tard, nous observons que les femmes en politique sont toujours confrontées à un traitement médiatique biaisé, sexiste et discriminatoire. Les [recherches](#) menées au cours des dernières décennies révèlent que les femmes en politique continuent d'être désavantagées en matière de couverture médiatique.

Lorsque les journalistes couvrent les femmes en politique, ils/elles utilisent souvent des termes qui mettent l'accent sur les rôles traditionnels attribués aux femmes et se concentrent sur leur apparence. Ils/Elles perpétuent les stéréotypes liés aux femmes politiques les montrant faibles, indécises et émotives. Ils/Elles tiennent parfois même les femmes politiques pour responsables des actions d'autrui, comme par exemple, leurs enfants ou leurs maris, et n'appliquent que rarement les mêmes traitements aux hommes politiques<sup>2</sup>.

Une [étude](#) de l'Union interparlementaire sur la violence à l'égard des femmes parlementaires rapporte que les médias peuvent perpétuer des rumeurs et des comportements misogynes. L'étude de l'enquête a révélé que 27,3 % des femmes parlementaires participantes avaient déclaré que les médias traditionnels avaient partagé des images ou commentaires, très méprisants ou à connotation sexuelle, à leur sujet. Le pourcentage est passé à 41,8% lorsqu'elles ont été interrogées sur des images ou commentaires diffusés via les réseaux sociaux.

À l'échelle mondiale, les femmes en politique, et en particulier, les femmes de couleur, sont victimes d'une quantité accablante d'abus et de campagnes de [désinformation sexistes](#), souvent alimentés et perpétrés par les médias traditionnels et les réseaux sociaux. Des [études](#) ont mis en exergue que souvent, les femmes sont découragées et dissuadées de s'impliquer en politique en raison de reportages sexistes dans les médias, dont le but est de discréditer, délégitimer et réduire au silence les femmes en politique.

En effet, la couverture médiatique sexiste contribue à la sous-représentation des femmes en politique<sup>3</sup>. Une étude mondiale a révélé que, bien qu'en général la position des femmes se soit améliorée, les progrès en ce qui concerne leur représentation médiatique et politique sont plus lents. Par ailleurs, l'étude concluait que plus il y avait de sexisme dans les médias, moins il y avait de femmes candidates<sup>4</sup>. Les médias ont une forte influence sur les électeurs et électrices et les différences liées aux genres dans la couverture médiatique peuvent avoir d'importantes conséquences électorales. Non seulement ils dissuadent les femmes, et en

---

<sup>1</sup> Braden M., *Women Politicians and the Media*, University Press of Kentucky, 1996.

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> Aaldering L., Van Der Pas D. J., *Political leadership in the media: Gender bias in leader stereotypes during campaign and routine times*. *British Journal of Political Science* 50: 911–31, 2018.

<sup>4</sup> Haraldsson A., Wängnerud L., *The effect of media sexism on women's political ambition: Evidence from a worldwide study*, *Feminist Media Studies* 19: 525–41, 2019.

particulier, les jeunes femmes, de s'engager en politique, mais aussi, ils découragent les partis politiques et les élites politiques de désigner des femmes<sup>5</sup>.

## Objectif

Cette discussion en ligne a permis de sensibiliser et recueillir des expériences et des connaissances sur les différences liées aux genres dans la couverture médiatique politique, leur impact sur la participation et la représentation politiques des femmes, ainsi que rassembler des bonnes pratiques et recommandations sur les moyens de contrer l'impact négatif de l'image des femmes en politique dans les médias, au travers d'une couverture juste et impartiale.

Les journalistes, les producteurs et productrices, les éditeurs et éditrices, les institutions liées au suivi des médias, les organes de gestion électorale, les femmes et les hommes en politique, les dirigeant.e.s et membres des partis politiques, les militant.e.s de la société civile et des droits des femmes, les praticien.ne.s et les chercheur.se.s ont été invité.e.s à rejoindre cette discussion en ligne, du 07 au 30 septembre 2022, en répondant aux questions ci-dessous. Les contributions ont servi à l'élaboration de ce rapport qui a permis d'enrichir la base de connaissances disponible sur le sujet.

## Questions

1. Considérez-vous que les femmes politiques sont moins visibles ou traitées différemment des hommes dans la couverture médiatique de l'actualité politique de votre pays ? Veuillez apporter des données, si disponibles.
2. Que peuvent faire les législateurs et législatrices, les gouvernements et la société civile pour s'assurer que les médias et les journalistes offrent une couverture médiatique juste et équilibrée des femmes et des hommes dans la vie publique ?
3. En raison d'une couverture médiatique sexiste diffusée au travers des réseaux sociaux, les femmes en politique se voient exposées à des attaques et des abus en ligne vicieux, perpétrés par des auteur.e.s qui demeurent souvent anonymes. Que peuvent faire les entreprises de réseaux sociaux, les médias, les gouvernements, les législateurs et législatrices et les autres décideur.se.s pour mettre fin à la crise de la violence en ligne à l'égard des femmes en politique ?

## CONTRIBUTRICES/CONTRIBUTEURS

iKNOW Politics et ses partenaires remercient leurs abonné.e.s d'avoir pris le temps de contribuer à cette discussion en ligne et partager leurs expériences, bonnes pratiques et recommandations. Les participant.e.s suivant.e.s ont rejoint la discussion en ligne:

1. [Abir Chebaro](#), experte en égalité des genres et gouvernance, ancienne conseillère en genre auprès du Premier ministre, **Liban** (*arabe*)
2. [Akua Sena Dansua](#), ancienne journaliste, ancienne ambassadrice du Ghana en Allemagne, ancienne ministre du Tourisme, ancienne ministre de la Jeunesse et des Sports, ancienne ministre du Genre et de l'Enfance, ancienne députée, **Ghana** (*anglais*)
3. [Akshi Chawla](#), chercheuse indépendante et consultante éditoriale, fondatrice de #WomenLead, **Inde** (*anglais*)

---

<sup>5</sup> Van der Pas D. J., Aldering L., Gender Differences in Political Media Coverage: A Meta-Analysis, Journal of Communication, Volume 70, Issue 1, 2020, 114-143, [En ligne] doi.org/10.1093/joc/jqz046, mis en ligne en 2020.

4. [Antonetta Lovejoy Hamandishe](#), chargée de programme à l'Institut électoral pour une démocratie durable en Afrique, **Zimbabwe** (*anglais*)
5. [Claudine Cordani](#), journaliste et directrice de la revue « Les cents plumes », **France** (*français*)
6. [Domani Doré](#), députée et porte-parole du parti RPG Arc-En-Ciel, ancienne ministre des Sports, fondatrice de la *DOM Success Academy*, Guinée (*français*)
7. [Dr Florence Ebila](#), professeure à l'École des Femmes et des Études sur le Genre (*School of Women and Gender Studies*), Université de Makerere, **Ouganda** (*anglais*)
8. [Maggie Alonzo](#), secrétaire générale adjointe du Parti politique TODOS du Guatemala et vice-présidente pour le Mexique et l'Amérique centrale de l'Organisation chrétienne-démocrate d'Amérique, **Guatemala** (*espagnol*)
9. [Meraj Hamayun Khan](#), membre de l'Assemblée provinciale de Khyber Pakhtunkhwa et ancien ministre de l'Éducation, **Pakistan** (*anglais*)
10. [Movimiento de Mujeres de Voluntad Popular Activistas regionales de Mérida](#), **Venezuela** (*espagnol*)
11. [Rosalee Keech](#), membre du conseil d'administration de la Ligue des Femmes Électrices des États-Unis (*League of Women Voters of the United States, LWVUS*), **États-Unis** (*anglais*)
12. [Dr Santosh Kumar Mishra](#), chercheur indépendant (retraité), S.N.D.T. Université des femmes, **Inde** (*anglais*)

## RÉSUMÉ

1. **Considérez-vous que les femmes politiques sont moins visibles ou traitées différemment des hommes dans la couverture médiatique de l'actualité politique de votre pays ? Veuillez apporter des données, si disponibles.**

Tou.te.s les contributeurs/contributrices s'accordent à dire que la couverture médiatique des femmes en politique est sujette à des préjugés sexistes qui favorisent les hommes politiques, tant au niveau de la quantité qu'en ce qui concerne la qualité. Les femmes en politique sont moins visibles et traitées différemment des hommes dans les médias. [Claudine Cordani](#) affirme que cela est d'autant plus vrai lorsqu'il s'agit de femmes qui ont des rôles de leadership et qui se prononcent en faveur du progrès social, défiant le patriarcat.

Une [étude](#) récente a révélé que les hommes ont largement dominé les débats et les programmes politiques télévisés, au cours des quatre mois précédant les élections générales au **Liban**, en mai 2022; la représentation masculine ayant été de 93 % entre février et mars. Quant aux mois d'avril et de mai, la représentation masculine s'élevait respectivement à 78% et 88%, partage [Abir Chebaro](#). En outre, une autre [étude](#) a révélé que, bien que les femmes représentaient 16 % de l'ensemble des candidat.e.s aux élections législatives libanaises, elles n'ont bénéficié que de 5 % de la couverture médiatique, entre février et le jour du scrutin.

Partageant les conclusions de *Media Monitors* au **Zimbabwe**, [Antonetta Lovejoy Hamandishe](#) rapporte que la couverture des femmes politiques protagonistes des élections de 2018 dans les journaux a été très limitée. Dans les médias en ligne, les femmes politiques se sont avérées extrêmement sous-représentées, ne constituant que 12 % de la couverture menée.

En **Ouganda**, une étude de l'*Uganda Media Women's Association* qui analysait la couverture médiatique des élections générales de 2016, a révélé que la visibilité des femmes, tant concernant la couverture écrite qu'enregistrée ou encore visuelle, a été nettement inférieure à celle des hommes, partage la [Dr Florence Ebila](#). Ainsi, la représentation des femmes dans les sujets d'actualité politique n'était que de 20 %. Par ailleurs, il a été constaté que plus le statut socio-économique des candidat.e.s était élevé, plus ils/elles étaient susceptibles d'être exposé.e.s. Dans les rares cas où les femmes étaient couvertes, leur description était principalement liée à la prestation de soins et aux rôles domestiques, en qualité de femme au foyer et mère. De plus, il a été constaté que les femmes étaient sept fois plus souvent identifiées par leur statut familial que les hommes, en tant qu'épouses, mères, sœurs ou filles.

[Maggie Alonzo](#) dit que la culture machiste continue d'être dominante au **Guatemala**. Lorsqu'une femme occupe un poste politique ou un poste de direction, la presse a tendance à se concentrer sur son apparence, sa famille et ses relations personnelles. Selon elle, bien que les femmes travaillent dur pour gagner leur place, les médias les désignent souvent en fonction d'un homme, comme étant la fille, la femme ou la petite amie ; ce qui laisse entendre que les femmes obtiennent leur poste en raison de leurs liens personnels avec des hommes au pouvoir.

Les participant.e.s affirment que lorsqu'ils/elles interrogent des femmes politiques, les journalistes font souvent des commentaires stéréotypés et posent des questions spécifiques au genre. Au **Guatemala**, pour réussir et survivre en politique, les femmes s'attendent à ce que leur vie personnelle soit examinée, leur intégrité remise en cause et à faire l'objet d'attaques sur ce qui se perçoit comme étant des défauts en tant qu'épouses et mères, rapporte [Maggie Alonzo](#).

Les médias ont un rôle essentiel à jouer pour rendre la politique plus inclusive, représentative et sensible au genre. Pourtant, ils échouent souvent à le faire, dit [Akshi Chawla](#). Bien que la politique soit largement couverte et analysée, elle l'est rarement sous l'angle du genre. Elle affirme qu'en **Inde**, lorsque les femmes en politique sont couvertes, l'accent est mis de manière disproportionnée sur leur vie personnelle, leur apparence ou leurs vêtements, plus que sur leur travail et leurs opinions politiques, en comparaison avec les hommes.

Les nombreux exemples partagés par les participant.e.s montrent qu'il s'agit d'un enjeu mondial. En **France**, les femmes en politique sont régulièrement méprisées, dénigrées et insultées, bien plus que les hommes, qui ont tendance à se protéger les uns les autres, rapporte [Claudine Cordani](#). Dans le cadre de son travail couvrant l'actualité mondiale sur les femmes en politique, [Akshi Chawla](#) mentionne des exemples sur la façon dont la presse perpétue le sexisme en politique au lieu de le dénoncer. Par exemple, un journal en **Irlande** s'est moqué de l'apparition d'une femme députée lors d'un événement politique, un autre, aux îles **Fidji**, a fait des déclarations « scandaleuses » au sujet d'une femme politique populaire, en repréailles à son opposition à un projet de loi, et un média aux **États-Unis** a publié des photos d'une femme législatrice nue.

En tant qu'ancienne politicienne au **Ghana**, [Akua Sena Dansua](#) explique que son expérience personnelle en ce qui concerne le traitement médiatique sexiste a été traumatisante. Au cours des douze années où elle a été députée, elle a régulièrement fait face à des attaques médiatiques qui, selon elle, visaient à la briser et à mettre fin à sa carrière politique. En tant que première femme ministre de la Jeunesse et des Sports, elle affirme que bon nombre des

attaques médiatiques contre elle ont été lancées par des hommes intéressés par son poste et/ou mécontents qu'elle occupe ce poste.

Sous sa direction, l'équipe nationale de football du **Ghana** a atteint les quarts de finale de la Coupe du monde 2010 en Afrique du Sud, et selon elle, le fait qu'un tel exploit ait été atteint sous le mandat d'une femme a rendu jaloux de nombreux adversaires masculins. Bien que destinées à la décourager, ces attaques médiatiques l'ont renforcée, car elle était prête à faire face à de tels défis avant d'entrer dans la vie publique. En effet, selon ses dires, elle savait déjà que "la politique a toujours été un champ miné pour les femmes".

Plus tôt dans sa carrière de journaliste au **Ghana**, [Akua Sena Dansua](#) partage qu'elle a dû se battre contre des collègues masculins pour inclure des articles sur les questions liées à l'inégalité des sexes et les femmes en politique<sup>6</sup>. Les [recherches](#) sur la représentation médiatique des femmes politiques au Ghana et au **Nigéria** révèlent que la culture des salles de rédaction est souvent masculinisée et ignore les problèmes des femmes dans la couverture de l'actualité; les institutions médiatiques étant dominées par des hommes, qui en sont propriétaires et occupent les postes de direction et opérationnels.

[Akshi Chawla](#) fait référence à une étude d'ONU Femmes sur laquelle elle a travaillé et qui révèle que les médias continuent d'être dominés par les hommes en **Inde**. De même, [Antonetta Lovejoy Hamandishe](#) ajoute que le champ médiatique au **Zimbabwe** reste largement dominé par les hommes et le patriarcat. Au-delà de la politique, l'ensemble de l'écosystème médiatique doit devenir plus inclusif, représentatif et sensible au genre, afin d'être mieux équipé pour garantir une couverture équitable de tous les acteurs/actrices politiques, affirme [Akshi Chawla](#).

## **2. Que peuvent faire les législateurs et législatrices, les gouvernements et la société civile pour s'assurer que les médias et les journalistes offrent une couverture médiatique juste et équilibrée des femmes et des hommes dans la vie publique ?**

L'attention des médias apporte un avantage électoral inestimable et, d'un point de vue structurel, un intérêt réduit des médias pour les candidates et les politiciennes peut nuire à la représentation et à la participation globales des femmes, affirme [Antonetta Lovejoy Hamandishe](#). Plus les femmes en politique ayant de la visibilité sont ignorées, ou ridiculisées/abusées, plus elles sont susceptibles de se retirer de la vie publique, regrette la [Dr Florence Ebila](#). Les législateurs et législatrices, les gouvernements et la société civile peuvent contribuer de manière importante à garantir que les médias/les journalistes offrent une couverture médiatique juste et équilibrée des femmes et des hommes dans la vie publique, affirme le [Dr Santosh Kumar Mishra](#).

S'appuyant sur les résultats d'une [recherche](#) montrant que les stéréotypes sexistes dans les médias influencent les enfants, il ajoute que les médias traditionnels et en ligne façonnent considérablement les perceptions du rôle des femmes et des filles dans la société et ont le potentiel de perpétuer l'inégalité entre les sexes. Les résultats révèlent que, lorsque les enfants sont exposés à des représentations de genre stéréotypées, il existe une corrélation

---

<sup>6</sup> Lectures complémentaires suggérées par Akua Sena Dansua:

- OSEI-APPIAH S., *Media Representation of Women Politicians: The case of Ghana and Nigeria*, 2019.
- AKAPULE S., ACHONGE P., *Media Coverage of Female Parliamentary Candidates in Ghana: An Analysis of The Daily Graphic and The Ghanaian Times Newspapers*, 2016

avec les préférences pour des contenus et des activités «adéquats au genre», les perceptions traditionnelles des rôles et des professions genrés, et les attitudes envers les attentes et les aspirations pour l'avenir.

De même, les médias peuvent jouer un rôle transformateur dans la diffusion de contenus sur l'égalité des genres et contribuer à l'égalité dans la société. Le [Dr Santosh Kumar Mishra](#) dit que les médias doivent être encouragés à produire un contenu équilibré en matière de genre et développer des politiques d'autorégulation, y compris pour garantir un meilleur accès aux postes de décision pour les femmes dans leurs rangs. Des mécanismes de suivi et d'évaluation pour mesurer les progrès doivent être mis en place, afin que l'égalité des sexes dans les contenus, les opérations et la gestion soit atteinte.

[Claudine Cordani](#) partage que sachant qui contrôle la majorité des entreprises médiatiques en **France** – des hommes fortunés –, il lui est difficile d'espérer une couverture médiatique juste et équilibrée. Pour elle, le métier de journaliste s'est appauvri et la qualité de l'information est en péril car elle est devenue trop sélective et patriarcale. Pour aider à freiner cela, elle a colancé une publication mensuelle écoféministe numérique, « Les Cents Plumes », et affirme que plus de publications de ce genre sont nécessaires.

De même, soulignant l'importance pour la société civile d'être vigilante et attentive à la politique et aux médias, [Akshi Chawla](#) a lancé la publication [#WomenLead](#), en **Inde**, qui couvre la politique mondiale avec une perspective de genre. Appelant la société civile à rester engagée, elle dit que la couverture sexiste doit être systématiquement dénoncée et que les reportages sensibles au genre et significatifs doivent être mis en exergue et promus.

Pour [Akua Sena Dansua](#), le point de départ du changement transformateur est que les journalistes et autres professionnel.le.s des médias acceptent le fait que les femmes occupent leur place légitime dans la société et qu'il n'y a pas de retour en arrière. Les journalistes doivent être sensibilisé.e.s et conscient.e.s des effets de leur couverture, leurs paroles et leurs attitudes stéréotypées sur le public; et de même, il faut constamment rappelé au public les effets négatifs des stéréotypes de genre dans les médias, y compris ceux sur les femmes dans la vie publique, explique la [Dr Florence Ebila](#).

Les organisations de la société civile et les partenaires internationaux pour le développement ont un rôle majeur à jouer pour s'assurer que les médias soient sensibilisés à l'inégalité entre les sexes et offrent une meilleure couverture, affirme [Antonetta Lovejoy Hamandishe](#). Ils devraient soutenir la formation des médias et mener des campagnes de sensibilisation des publics sur l'inégalité entre les sexes dans les médias, ainsi qu'investir dans des politiques et des outils pour lutter contre la désinformation spécifique au genre, et plus particulièrement, en période électorale. Le suivi de la couverture médiatique des femmes candidates devrait être effectué par les organes de gestion électorale, les organisations de surveillance des médias et les organisations de la société civile afin d'avoir une image claire de l'étendue des reportages spécifiques au genre dans les médias et mieux contribuer aux politiques et mécanismes correctifs.

Avec des données sur la couverture médiatique nuisible en rapport avec le genre, les législateurs et législatrices peuvent mettre en place des lois et des politiques avec des mécanismes de poursuites et accusations pour les auteurs/autrices, déclare [Akua Sena Dansua](#). Les gouvernements et les institutions médiatiques devraient régulièrement former et améliorer les capacités des journalistes, des enquêteurs/enquêtrices, des procureurs et

des juristes sur la manière de traiter les cas de désinformation sexiste, d'abus des médias et de violence contre les femmes en politique, ajoute-t-elle.

En outre, les parlements et les partis politiques devraient déployer davantage d'efforts pour promouvoir et accroître la participation et la représentation politiques des femmes, afin que les femmes soient plus présentes, et donc plus visibles, dans la sphère publique, déclarent [Maggie Alonzo](#) et [Meraj Hamayun Khan](#). [Antonetta Lovejoy Hamandishe](#), [Akua Sena Dansua](#) et [Domani Doré](#) ajoutent que les femmes devraient être formées pour parler en public et traiter les médias, et qu'elles devraient avoir plus d'occasions de s'exprimer en tant qu'expertes dans divers domaines et ne pas être confinées aux discussions portant sur l'égalité des sexes.

**3. En raison d'une couverture médiatique sexiste diffusée au travers des réseaux sociaux, les femmes en politique se voient exposées à des attaques et des abus en ligne vicieux, perpétrés par des auteur.e.s qui demeurent souvent anonymes. Que peuvent faire les entreprises de réseaux sociaux, les médias, les gouvernements, les législateurs et législatrices et les autres décideur.se.s pour mettre fin à la crise de la violence en ligne à l'égard des femmes en politique ?**

Les gouvernements, les législateurs et législatrices et les entreprises technologiques peuvent et doivent mettre fin à la crise de la violence en ligne contre les femmes en politique, déclare le [Dr Santosh Kumar Mishra](#). La violence en ligne contre les femmes en politique est un défi croissant pour la démocratie, car elle est de plus en plus utilisée comme un outil de recul démocratique et d'illibéralisme, ajoute-t-il. Citant [l'Institut national démocratique](#), le Dr [Santosh Kumar Mishra](#) rapporte que la violence contre les femmes en politique comprend tous types d'agression, coercition et intimidation contre les femmes, dans le but de les exclure de la politique en raison de leur sexe. La violence en ligne contre les femmes en politique cible les femmes pour les chasser de la vie politique et pour signaler aux autres femmes que la politique n'est pas une place pour elles. L'effet dissuasif sur les femmes et les filles est réel, car il réduit notablement leur présence et engagement dans la vie publique.

La liberté d'expression n'est pas la liberté d'agression, rappelle [Maggie Alonzo](#). Lors des élections de 2018 au **Zimbabwe**, les réseaux sociaux ont été utilisés pour des campagnes de diffamation et de désinformation visant à retourner l'opinion publique contre les femmes candidates, rapporte [Antonetta Lovejoy Hamandishe](#). Sous l'égide de la liberté d'expression, les discours de haine dirigés contre les femmes candidates et les femmes dirigeantes ont transformé les réseaux sociaux en plateformes « toxiques » pour les femmes politiques, ajoute-t-elle. Les réseaux sociaux, généralement considérés comme étant un outil accessible aux politicien.ne.s pour mener des campagnes et se rapprocher de leurs électeurs et électrices, n'ont pas servi les femmes politiques au **Zimbabwe** à faire progresser leur participation politique. Parce qu'il est toxique pour les femmes en politique d'être sur les réseaux sociaux, beaucoup ont renoncé à les utiliser, partage [Antonetta Lovejoy Hamandishe](#).

Une étude récente du *Women of Uganda Network* a révélé que bien que la violence sexiste en ligne puisse affecter de manière significative les personnes qui en sont victimes, elle a tendance à être normalisée et prise à la légère par les autres, rapporte la [Dr Florence Ebila](#). En **Ouganda**, de nombreuses femmes politiques ont été critiquées pour avoir parlé de leur expérience concernant la violence en ligne, comme l'ancienne parlementaire [Sylvia Rwabwogo](#). Pendant des mois, un jeune homme a harcelé en ligne la députée, et lorsqu'elle



a rendu l'affaire publique, les réactions des médias et du public ont été négatives, ce qui lui a finalement coûté sa réélection, affirme la [Dr Florence Ebila](#). Bien que l'auteur ait été initialement condamné à deux ans de prison pour avoir fait des demandes d'amour et des suggestions obscènes, indécentes et grossières en ligne à la député Rwabwogo, il a été [libéré](#) après appel.

Arrêter et prévenir la violence en ligne contre les femmes en politique n'est pas seulement important pour la participation politique des femmes, mais essentiel pour la démocratie dans son ensemble, déclare le [Dr Santosh Kumar Mishra](#). Les lois et leur bonne application ont un rôle central à jouer pour y parvenir, affirme [Maggie Alonzo](#). Au **Guatemala**, par exemple, l'intimidation et la cyberintimidation ne sont pas considérés comme des crimes, rapporte-t-elle, ce qui donne à la violence contre les femmes en politique un espace illimité pour se propager. Les législateurs et législatrices devraient adopter des lois spécifiques sur la violence à l'égard des femmes en politique, y compris la violence en ligne, et les gouvernements et les forces de l'ordre devraient être habilités à les faire appliquer, déclare la [Dr Florence Ebila](#). Sans mesures juridiques fortes, les gens continueront de sous-estimer et ignorer la violence contre les femmes en politique, ajoute-t-elle.

Selon les participant.e.s à la discussion, les entreprises de réseaux sociaux ont leur part de responsabilité concernant la violence en ligne croissante à l'égard des femmes en politique, car elles ont permis au sexisme et à la violence que les femmes en politique subissent en personne de muter et de migrer en ligne. Bien que les entreprises technologiques ne puissent pas mettre fin au sexisme et à la violence sexiste, elles peuvent contribuer à l'arrêt du sexisme et de la violence sexiste en ligne<sup>7</sup>. Cela peut être fait d'un point de vue technologique, soutient [Claudine Cordanj](#), si les entreprises de réseaux sociaux travaillent à l'amélioration de leurs systèmes de modération et algorithmes pour mieux détecter et bloquer les contenus violents.

En plus de sensibiliser à la violence en ligne contre les femmes en politique, le [Dr Santosh Kumar Mishra](#) affirme qu'une approche multipartite est nécessaire. Les entreprises de réseaux sociaux, les médias, les gouvernements et les législateurs et législatrices devraient travailler ensemble pour mettre en place des initiatives efficaces et durables afin de réglementer adéquatement les espaces médiatiques et les rendre inclusifs et sûrs pour tous et toutes, dit-il.

---

<sup>7</sup> *Ending online violence against women in politics* in NDI, [En ligne], [ndi.org/ending-online-violence-against-women-politics](https://ndi.org/ending-online-violence-against-women-politics), (page consultée le 5 décembre 2022).